



REVUE DE PRESSE DE SLE

I) Politique

- Quelques jours avant l'annonce du conseil européen sur l'adhésion de la Croatie à l'UE, le France avait tenu a rappeler qu'aux vues des circonstances actuelles, il était important de ne pas se précipiter vers un nouvelle élargissement. Cette prise de position concernait plus particulièrement les pays des Balkans et notamment la Serbie, ainsi que les relations avec la Turquie.
- Après avoir bloqué la demande en Septembre, la Finlande a finalement accepté que la Bulgarie et la Roumanie intègre l'espace Schengen.
- Un rapport publié par Migreurop a mis en évidence qu'environ 400 000 personnes avaient été empêchées de rejoindre l'UE en 2010. Il met également en avant l'externalisation voire la privatisation du contrôle aux frontières.
La Commission a lancé son « portail de l'UE pour l'immigration ». Il aura pour but d'informer les ressortissants étrangers sur les modalités d'accès à l'UE, d'indiquer à chacun les politiques menées par l'UE en la matière.
- Antonio Borges, directeur du département Europe au FMI, a annoncé sa démission pour raisons personnelles. L'irano Britannique Reza Moghadam le remplacera.
- La commission souhaite améliorer sa surveillance des politiques budgétaires nationales. Elle propose ainsi de détenir des pouvoirs de surveillance grâce au semestre européen et au renforcement du pacte de stabilité et de croissance. La commission prévoit également la mise sous tutelle des pays confrontés à des difficultés financières ou demandant l'aide du FESF ou FMI.
- Un article publié sur Telos revient sur la distinction de vision entre la France, favorable à une Europe intergouvernementale, et l'Allemagne, plus fédérale. Des prises de position expliquées par l'histoire et l'actualité institutionnelles de chacun des Etats, et qui se traduisent concrètement dans les négociations. (Telos) Ces divergences expliquent également l'impossibilité d'un accord entre l'orthodoxie budgétaire et le transfert de souveraineté budgétaire de Merkel et la contrepartie de solidarité financière demandée par Sarkozy.
- La CDUA proposé d'élire le président européen au suffrage universel, afin de « donner un visage à l'Europe ».

- Un grand moment de Cohn Bendit au parlement européen qui s'adresse « aux gens importants ». ([Dailymotion](#))

II) Economique et social

- Le Président Tchèque, ancien prévisionniste économique, affirme que l'Europe est face à une « décennie perdue ». Il craint « une décennie sans croissance économique, une décennie de mesure d'austérité et de coupures permanentes, une décennie de troubles sociaux. » Pour lui la crise va au-delà des aspects financiers, économiques et monétaires. Il s'agit d'une crise sociétale, comportementale.
- Barroso, Van Rompuy et Juncker ont proposé des premières pistes de réflexion visant à augmenter l'intégration économique et budgétaire. Le président du Conseil européen a évoqué un possible renforcement des textes sur la gouvernance adoptés en Octobre, et une harmonisation des taxes et une mutualisation limitée de la dette. La suspension des fonds structurels et du droit des votes pour les états défectueux a également été proposée, tout comme la création d'une agence européenne centralisée, qui interviendrait dans les procédures budgétaires des Etats en déficit excessif. Le président de l'Euro groupe devrait voir son poste institutionnalisé. Ces différentes propositions ont été particulièrement critiquées par les différents groupes politiques, qui ont dénoncé l'absence de concertation avec le parlement européen.
- Barroso devrait lui proposer l'émission d'euro-obligations. Une solution refusée par l'Allemagne mais qui selon le président de la Commission devrait devenir « naturelle » lorsque la gouvernance de l'Union sera renforcée. Pour Barroso, l'Europe « fait face à une crise véritablement systémique qui requiert un engagement encore plus fort de tous et d'importantes mesures supplémentaires. » ils visent notamment une surveillance accrue des Etats Membres, et une intégration budgétaire plus poussée.
- Berlin et Paris se sont entendus sur l'idée d'une modification profonde des règles de l'UE, évoquant même la possibilité d'une zone Euro restreinte, avec une gouvernance plus forte. L'Union Chrétienne démocrate allemande a évoqué leur volonté d'introduire une motion permettant aux pays-membres de la zone d'en sortir. Une prise de position rapidement contestée par Herman Von Rompuy, qui souhaite que la zone reste intacte.
- [Interview](#) de Wolfgang Schäuble, ministre allemand des Finances. Ce dernier revient sur la crise, qui constitue, pour lui, une chance de faire avancer l'Europe. Il défend le besoin d'une gouvernance renforcée avec notamment la convergence économique, monétaire et budgétaire, sans forcément passer par l'adoption de nouveau traité, ainsi que la nécessité de mettre en œuvre une taxe sur les transactions financières. Il suit en effet une position allemande latente qui est la révision des traités (à minima) pour mettre en œuvre un mécanisme permanent de gestion des crises financières. Une position largement mise en avant par le groupe parlementaire

CDU/CSU, qui a expliqué que l'Allemagne ne s'isolait pas des négociations et qu'elle était favorable à une plus grande intégration européenne mais que cette dernière ne pouvait se traduire par l'émission d'euro-obligation ou un recours à la BCE.

- Face à la position européiste modérée allemande, l'euro-scepticisme anglais s'est largement exprimé. Pour David Cameron la conclusion de la crise est qu'il faut moins d'Europe et semble privilégier la zone de libre-échange. Le premier ministre anglais souhaite modifier les objectifs de la construction européenne afin de maintenir son influence et de bénéficier pleinement des avantages du marché unique.
- Michel Barnier, commissaire européen en charge des services financiers a annoncé de nouvelles mesures pour réguler les agences de notations, dont l'utilisation et le recours étaient prévus par différentes réglementations financières. Le régulateur européen des marchés pourra suspendre temporairement la notation d'un Etat face à des circonstances exceptionnelles. La création d'une agence européenne a été exclue. Bruxelles a préféré écarté cette hypothèse pointant du doigt les risques de conflits d'intérêts, et provoquant le manque de crédibilité d'une telle institution. Cependant pour réduire leur influence plusieurs pistes sont envisagées :
 - o La rotation : les entreprises et les investisseurs devront mener leurs propres évaluations, et changer d'agences régulièrement. Une solution qui devrait limiter les risques de collusion.
 - o La mise en place d'alerte sur la dégradation 24 heures avant, afin de laisser un temps de préparation et de réponse, plus long.
 - o La création d'un cadre européen de responsabilité civile.
- La Commission a reporté le débat sur l'encadrement des agences de notation, afin d'avoir « plus de temps pour convaincre et détailler les mesures techniques d'application de cette suspension. » La raison officielle tient surtout dans les tensions et divergences existantes entre les membres de la commission.
- D'après le journal Die Welt, l'Allemagne, la France, la Finlande, les Pays Bas, le Luxembourg et l'Autriche pourraient lancer des emprunts communs, surnommés « obligations d'élites ». Une information rapidement démentie par le ministère des finances allemand. José Manuel Barroso a cependant affirmé qu'un niveau suffisant d'intégration, de convergence et de discipline devrait prochainement permettre cette solution.
- Moody's a annoncé que la note de tous les pays de la zone Euro était menacée par une dégradation. L'agence a justifié cette position par l'aggravation rapide de la crise de la dette dans la zone euro.

Allemagne :

- Certains experts économistes et financiers rejoignent le point de vue de Jean Claude Juncker, sur la situation réelle des comptes allemands. D'après Natixis, la dette allemande serait en fait plus élevée que celle de l'Espagne et atteindrait les 5,1%. D'après la commission, le ratio Dette/PIB de l'Allemagne est moins bon que 9 autres pays de la zone Euro. La situation pourrait être inquiétante à l'avenir puisque le vieillissement de la population allemande pourrait faire exploser

les coûts des dépenses de santé. Pour eux, le pays n'est pas à l'abri d'une dégradation de sa note. La révision à la baisse d'un emprunt (3,6 mds au lieu de 6) indique que le risque est bien réel.

Grèce :

- La Troïka est attendue à Athènes pour valider les avancées du nouveau gouvernement sur les engagements pris fin Octobre, liés au versement d'une tranche d'aide supplémentaire de 8 Mds d'euros.
- Dans le cadre de l'accord passé en Octobre sur la restructuration de la dette grecque, plusieurs possibilités sont évoquées. Les principaux créditeurs demandent en effet, que les nouvelles obligations acquises prévoient des taux d'intérêt élevés et des remboursements annuels supplémentaires.
- Lucas Papademos a été nommé Premier Ministre grec. Diplômé de MIT et professeur d'économie à Columbia (NY), Papademos, ancien vice-président de la BCE, a formé un gouvernement dans lequel est présent un parti d'extrême droite. Même si ce dernier a adouci son discours, cette décision reste largement critiquée.
- Le nouveau gouvernement grec a fait l'objet d'un premier rappel de la part des indignés, qui ont tenu à lui rappeler qu'ils s'opposaient à l'instauration de nouvelles mesures d'austérité.
- Le Times a publié un article sur les London Greeks, relayé notamment par Le Monde. Ils évoquent la situation des riches armateurs grecs installés à Londres, dont on ignore pour la grande majorité d'entre eux l'identité, et qui profitent pleinement des avantages fiscaux de la capitale anglaise. Leur lobby très influent a fait plier la volonté de Gordon Brown (en 2008) de taxer davantage les résidents non domiciliés sur une partie de leurs avoirs détenus à l'étranger.

Italie :

- Giorgio Napolitano, le président de la République italienne, a tenu à rassurer les marchés, ainsi que les institutions européennes et internationales, en confirmant le départ de Silvio Berlusconi, après le vote des mesures de rigueur et de relance. Il a également fait pression sur les chambres afin qu'elles adoptent ses mesures au plus vite. Il a également nommé l'ancien commissaire européen Mario Monti, sénateur à vie. Une initiative du Président immédiatement interprétée (à juste titre) comme sa pré-nomination à la tête du gouvernement italien.
- Le Sénat et la Chambre des députés ont voté les mesures d'austérité promises à l'Union Européenne, proposées par le gouvernement italien. Ces mesures portent sur la cession d'actifs publics, les retraites, les libéralisations, la simplification des procédures administratives et les incitations à l'embauche. Le fonds européen de stabilité financière, par la voie de Klaus Regling, a appelé l'Italie à mettre rapidement en œuvre ces mesures afin de rassurer les marchés. Cette adoption a validé le départ de Silvio Berlusconi, qui a été officiellement annoncé le 12 Novembre.
- Le 13 novembre, les prévisions s'avèrent justes et Mario Monti est nommé premier ministre et ministre de l'économie. Cette nomination a entraîné quelques tensions entre les formations politiques italiennes. Une annonce également bien reçue par les marchés puisque le pays a vu ses taux d'intérêts à dix ans de sa dette souveraine baisser de 0,88pts, soit une économie potentielle de 20 milliards d'euros.
- Mario Monti a immédiatement annoncé qu'il demanderait des sacrifices aux italiens pour vaincre la crise et faire que l'Italie redevienne protagoniste en Europe. Il a cependant émis des doutes sur la capacité des italiens à présenter un budget équilibré en 2013, même s'il s'est engagé à réaliser les réformes structurelles annoncées par Berlusconi et souhaitées par l'Europe, et le FMI.

- Il a reçu le soutien allemand et français, conscients que le sauvetage de l'Italie était capital à la survie de la zone Euro.

Slovénie :

- Dans le cadre d'une interview sur les capacités de la BCE à sauver l'Euro, Marko Kranjec, gouverneur de la banque centrale slovène et membre du conseil des gouverneurs de la BCE a déclaré : « nous sommes flexibles » et « nous irons aussi loin que nécessaire ». Cependant il a nuancé ces propos en annonçant qu'il n'oubliera « jamais que notre but premier est d'assurer la stabilité des prix et de contribuer à la stabilité financière nous ne pouvons-nous substituer à la politique budgétaire. »

Belgique :

- La note de la Belgique a été dégradée par S&P à AA.

Portugal :

- Le Portugal va toucher 8 milliards d'euros autorisé par la Troika, dans le cadre du programme d'aide aux pays en difficulté de la zone euro de 31,3 milliards d'euros.
- Fitch dégrade le Portugal de BBB- à BB+. Les "grands déséquilibres budgétaires, du niveau élevé de l'endettement dans tous les secteurs et des perspectives macroéconomiques adverses" ont justifié cette décision.
- Des manifestations ont eu lieu dans tout le pays pour dire non au plan de rigueur et à l'austérité. Les chiffres divergent entre le gouvernement et les organisateurs. De nombreux services publics ont été perturbés ou arrêtés.

France :

- Suite à une « erreur technique », un document non officiel a été transmis à l'ensemble des abonnés de l'agence S&P, annonçant la dégradation de la note française. Les marchés ont réagi immédiatement. L'annonce a par la suite été démentie, mais les doutes des marchés financiers se sont renforcés. Baroin a demandé des sanctions à l'encontre de l'agence.
- La Commission Européenne annonce des perspectives de croissance plus faibles que le gouvernement français. Ce dernier annonce en effet l'augmentation du PIB de 1% tandis que la Commission européenne ne prévoit que 0,6%. Olli Rehn, Vice-président en charge des affaires économiques a salué le nouveau plan de rigueur de la France mais a invité le gouvernement de Fillon a annoncé de nouvelles mesures « afin de maintenir son déficit dans les limites officielles. » Les chiffres des autres économies ne devraient pas être meilleurs.

Espagne :

- Quelques jours avant les élections qui ont vu la victoire de la droite aux législatives espagnoles, les marchés ont fait grimper les taux obligataires, montrant ainsi leur méfiance face aux élections, malgré les promesses d'un nouveau programme d'austérité. Mariano Rajoy, leader de la droite, et nouveau chef du gouvernement a annoncé de nombreuses coupes budgétaires. Il justifie ces coupes par la volonté de maintenir le pouvoir d'achat des retraites.

- Un rapport publié par la fondation Schuman sur « l'Europe face à la crise : quels scénarios ? Eclatement, statu quo ou poursuite de l'intégration ? » ([Robert Schuman](#))
- Benoit Coeuré, a été proposé comme remplaçant de Lorenzo Bini Smaghi, italien présent au sein du directoire de la BCE.
- Le Ministre du commerce chinois a annoncé que l'Etat enverrait en 2012 une délégation d'investisseurs chinois en Europe pour acquérir des entreprises. Ils ne souhaitent cependant pas investir dans la dette, trop risqué.
- Les banques européennes se délestent massivement des stocks de dettes souveraines accumulées durant des décennies provoquant de ce fait l'augmentation de la défiance vis-à-vis des états fragilisés et alimentant une spirale de vente, contribuant ainsi à l'augmentation des coûts d'emprunt.
- Face à l'inquiétude sur la résolution de la crise en Europe, des groupes internationaux ont mis en place des « plans de réserve » afin de faire face à un éventuel éclatement de la zone Euro.
- L'Organisation mondiale du commerce a approuvé l'entrée de la Russie au sein de l'institution.
- La Commission Européenne a présenté le programme 2014-2020 en matière de recherche et d'innovation. Ce ne sont pas moins de 77 milliards d'euros qui devraient aider la croissance européenne. 3 axes principaux : les projets de pointe, l'innovation industrielle et les « défis de société ». Ce dernier axe (50% du capital), regroupe la santé, l'évolution démographique et le bien-être, la sécurité alimentaire, l'agriculture durable, la recherche marine et maritime, et la bio économie. Elle a également modifié les règles d'attribution en simplifiant les demandes autour de 2 procédures. Le projet doit maintenant être validé par le Parlement et les Etats.
- Un compromis franco-allemand a permis de sauver.... Le programme européen d'aides aux démunis. En effet, un arrêt de la CJCE, initié par l'Allemagne, devait entraîner la suppression de 40% des 480 millions d'euros annuels attribués à des associations caritatives. Le sursis a été prononcé pour 2 ans.

III) Ecologique – Energie – Agriculture - Pêche

- D'après une étude publiée par l'Agence européenne de sécurité des aliments, l'alimentation européenne contiendrait moins de pesticides qu'auparavant. Certaines associations, notamment Générations Futures, se sont montrées sceptiques sur la pertinence de ces résultats du fait la baisse du nombre d'échantillons analysés.
- Sur les 30 millions de tonnes de céréales produites entre 2008 et 2010, 23% sont d'origine française, faisant de la France, le premier céréalier européen devant l'Allemagne et la Pologne.

V) culturel

- Le Parliamentarium est le nouveau centre des visiteurs du parlement européen, qui explique la création de l'UE, présente les principaux architectes de cette construction et le rôle des 3 institutions que sont le Parlement, la Commission et le Conseil.